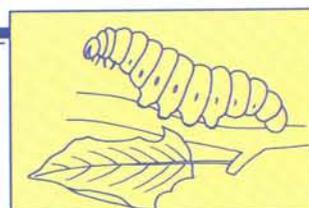


LA LUTTE INTEGREE au coeur des enjeux de l'agriculture moderne

par Alain OLIVIER



Insectes n°69 (1988-2)

Enjeu alimentaire, enjeu biologique, enjeu économique, enjeu scientifique, enjeu technique : la production agricole intégrée est au coeur des enjeux de l'agriculture mondiale. Son objectif est de fournir, dans des conditions correctes de rentabilité pour l'agriculteur, des produits sains et de qualité au consommateur, tout en perturbant le moins possible l'environnement, en somme, à conjuguer économie et écologie.

Enjeu alimentaire : un tiers de la production agricole des pays en voie de développement disparaît du fait des ravageurs et maladies. Une grande partie de ces pertes pourrait être évitée par des moyens simples et peu coûteux, sans danger pour les utilisateurs.

Enjeu écologique : la mise en oeuvre des méthodes intensives de production appliquées à la lettre a permis, le plus souvent, une hausse immédiate et spectaculaire des rendements et une baisse des coûts de production. Le bénéfice fut immédiat ; la facture ne devait arriver qu'ensuite : érosion des sols, atteintes portées au milieu environnant, destruction de la faune utile à l'homme, accumulation de résidus toxiques dans les produits récoltés, développement de formes résistantes de ravageurs, maladies et mauvaises herbes,...

Enjeu économique, indissociable de l'enjeu écologique : la dégradation du milieu amène les agriculteurs à compenser sa perte de fertilité par des apports extérieurs accrus : toujours plus d'engrais et toujours plus de traitements à des doses toujours plus fortes,

ce qui ne fait qu'accélérer le processus de dégradation. L'intensification se nourrit d'elle-même, provoquant tout à la fois une augmentation des coûts et une baisse des prix de vente due à une surabondance et à une banalisation de la production.

Enjeu scientifique et technique : les réponses aux contradictions de l'agriculture moderne ne peuvent se trouver dans un retour aux méthodes traditionnelles, dont on ne doit pas oublier qu'elles ne parvenaient pas à nourrir un milliard d'hommes. La population mondiale dépassera six milliards d'êtres humains en l'an 2000. Les problèmes actuels demandent des solutions actuelles, des solutions adaptées à chaque situation, des solutions intégrées dans l'espace et dans le temps.

Suffisance et qualité

Réduire les coûts, améliorer la qualité, préserver l'environnement : tels sont les premiers impératifs fixés aux agriculteurs par la Commission de la Communauté Eco-

nomique Européenne dans le "Livre vert", des objectifs qui ressemblent à s'y méprendre à ceux de la production intégrée.

Au moment même où la Commission de Bruxelles invitait les responsables agricoles à réfléchir sur l'avenir de l'Europe verte, une conférence de la FAO prenait une résolution en faveur d'un Code international pour la fabrication et l'utilisation des pesticides. Ce code constitue un compromis entre la nécessité reconnue "d'utiliser les moyens aussi indispensables que les pesticides" pour accroître la production alimentaire et la nécessité également reconnue "d'assurer une utilisation rationnelle et sans danger des pesticides, dans de nombreux pays qui n'ont ni mécanisme de surveillance, ni la législation, ni la réglementation ou l'infrastructure pour contrôler les disponibilités, la vente, ou l'utilisation de ces pesticides".

Les consommateurs des pays occidentaux n'ont plus à se préoccuper de la suffisance alimentaire. Ils se montrent d'autant plus attentifs à la qualité de ces aliments, essentiellement d'ailleurs à l'aspect visuel et à l'absence de résidus. Or, pour s'en tenir à ce seul exemple, le type de fruits et légumes, de très gros calibre et exempts de toute attaque de ravageur, exigés par les circuits de distribution, sont compatibles avec le recours aux méthodes de production intensive, décriées par les mêmes consommateurs.

Danger de banalisation

Tout devrait inciter à la diffusion de la production intégrée : les contraintes techniques (résistance croissante aux pesticides des ravageurs et des maladies), économiques (réduction des coûts de production), réglementaires (refus d'exportation à cause de traces même infimes de résidus de produits de traitements), commerciales (la

Le piège sexuel, une technique précieuse dans l'application de la lutte intégrée



vogue du produit "naturel"), écologiques...

Signe des temps, la lutte "intégrée", la protection et la fertilisation "raisonnées" sont devenues des outils promotionnels, voire des arguments publicitaires pour vendre des engrais et des produits de protection des cultures. Tant mieux, lorsque cela constitue une incitation à s'initier et mettre en application les méthodes de protection intégrée, mais le risque existe d'une banalisation qui baptiserait "protection intégrée", le simple remplacement d'un produit par un autre, le réglage correct du pulvérisateur, le respect des doses conseillées ou des délais avant récolte. C'est nécessaire, ce n'est pas suffisant. Faut-il le rappeler ? La protection intégrée exige du temps pour effectuer les observations, des connaissances pour interpréter ces observations, et une méthode pour décider.

Le danger d'une banalisation tient aussi au manque d'information des consommateurs, et, par voie de conséquence, au manque

d'intérêt des circuits de distribution à l'égard des produits répondant aux critères de la protection intégrée.

Ceux-ci ont été définis dès 1977, par l'Organisation internationale de lutte biologique. En France et en Suisse, plusieurs groupements d'arboriculteurs se sont constitués pour produire et commercialiser des fruits en production intégrée. Techniquement, les résultats sont éloquentes. Le nombre de traitements a été réduit de moitié, et grâce à une conduite judicieuse du verger, les fruits présentent des qualités gustatives remarquables, attestées par la mesure de l'acidité et l'indice réfractométrique. Or, les circuits commerciaux semblent ne s'intéresser qu'à la couleur, au calibre ou au tonnage... et les arboriculteurs ne sont guère payés de leurs efforts. Reste la passion du travail bien fait.

Recherche et formation vont de pair

La production intégrée est appelée à se développer, mais pourra-t-elle le faire sans

se banaliser, sans devenir l'application de recettes simplement différentes, un peu comme la "nouvelle" cuisine banalisée ne diffère de la cuisine traditionnelle que par les quantités utilisées et la présentation dans l'assiette ? Le seul moyen d'assurer l'essor d'une véritable production intégrée réside dans un effort accru de recherche, et, en priorité, dans la formation des hommes. Les deux vont de pair. En effet, les recherches doivent avoir pour premier objectif la mise au point de méthodes, d'outils et de techniques simples et fiables, grâce auxquels il sera ensuite aisé de former un grand nombre de techniciens et d'agriculteurs.

En France, la formation à la lutte intégrée a été assurée pour l'essentiel par l'ACTA (Association de Coordination Technique Agricole), qui vient de se voir confier la mise en place d'un réseau de formation à la protection intégrée sur l'ensemble des pays de la Communauté Européenne. La méthode repose sur les visites sur le terrain, le travail en groupe, l'expérimentation, et s'appuie sur les techniciens locaux. Elle a le mérite de pouvoir s'adapter à toutes les productions, à toutes les régions, de permettre à chaque producteur d'évoluer à son rythme tout en restant maître de sa décision. Récemment encore, l'information relative à la production intégrée était limitée, presque confidentielle. Les articles, les rencontres, les documents, ne sortaient pratiquement pas du réseau des initiés. Même dans la presse professionnelle, les articles consacrés à la lutte intégrée étaient plutôt rares, moins par manque d'intérêt que par manque d'informations.

Une action bien coordonnée

Sous la pression des événements et de la nécessité, la situation évolue. Genève accueillait en 1986, Parasitis, la première exposition internationale sur la protection intégrée, avec une forte participation des nations du Tiers-Monde... et de la presse. Il n'est pas exagéré de parler d'une nouvelle ère pour la protection des cultures. La France aborde ce tournant dans le peloton de tête. Elle dispose d'un savoir-faire que peu de nations européennes possèdent pour l'instant. C'est un atout pour ouvrir des marchés à ses produits sur la base d'une qualité authentique, obtenue dans des conditions satisfaisantes de rentabilité pour le producteur. C'est un atout pour l'exportation, de ses produits ou de son savoir-faire. C'est un atout que nous pouvons partager avec les régions du monde les plus démunies. Cela ne sera possible que par une action coordonnée. ■

La règle de trois de la lutte intégrée

Questions à Jean-Paul GENDRIER, (Délégué régional de l'ACTA).

"Que signifie concrètement le terme de lutte intégrée ?"

La lutte intégrée consiste à remplacer le calendrier de traitements systématiques par un canevas d'observations.

Le calendrier comporte un certain nombre d'interventions à effectuer à des dates précises avec des produits déterminés. Il est préétabli et se répète, identique chaque année, et, à quelques variantes près, dans toutes les régions. Il est censé garantir une protection permanente des cultures contre l'ensemble des ravageurs, par des traitements rapprochés utilisant des produits couvrant tous les risques prévisibles à telle date ou à tel stade de la plante. Il a pour inconvénient de coûter cher et, finalement de ne pas apporter une réelle sécurité. Si, pour des raisons climatiques ou autres, un décalage se produit dans le cycle de la plante ou du ravageur, le traitement est effectué trop tôt ou trop tard. Une attaque d'un ravageur secondaire, non prévue au calendrier, peut également surprendre le producteur. En outre, une lutte effectuée avec des produits à action très large, détruit souvent les auxiliaires qui luttent naturellement contre les ravageurs. La répétition des traitements aboutit fréquemment à la sélection de souches résistantes, contre lesquelles les produits deviennent inefficaces et qui prolifèrent d'autant plus facilement que leurs ennemis ont été détruits.

Ces calendriers sont aujourd'hui unanimement décriés ; même les firmes y renoncent.

Et comment peut-on les éviter ?

Par le canevas dont je parlais ; c'est un calendrier qui indique non pas les traitements, mais les observations à effectuer. A des stades précis de la culture au cours desquels un ravageur peut provoquer des dégâts, on surveille sa présence, directement ou à l'aide de pièges. Il ne suffit pas qu'il soit présent pour déclencher un traitement. On effectue des comptages ; des seuils de tolérance ont été établis, au-dessous desquels aucune intervention ne se justifie sur le plan économique. En cas de traitement, on choisit un produit aussi spécifique que possible, c'est-à-dire un produit efficace contre le ravageur, mais qui respecte les autres espèces.

En fait, la lutte intégrée tient en trois grandes règles : 1, observation de la présence ou non du ravageur, 2, comptage pour vérifier le dépassement éventuel du seuil de tolérance et 3, choix d'un produit qui respecte la faune utile. ■